

[»](#) [Débats](#) [»](#) [Opinions](#)

La détention de personnes innocentes n'est pas une solution miracle

Les appels à l'enfermement des migrants se font pressants. Sans s'interroger sur la souffrance des personnes qui y sont enfermées et l'inutilité du système.



Contribution externe



Publié le 30-01-2024 à 17h03

[Enregistrer](#)

<https://www.lalibre.be/debats/opinions/2024/01/30/la-detention-de-personnes-innocentes-nest-pas-une-solution-miracle-2VYSUW63QNFAVBVFCO6VFZVAQ/>

Les appels à l'enfermement des personnes migrantes se font de plus en plus pressants. Mais pendant ce temps, tout le monde ignore les problèmes des centres de détention, la souffrance des personnes qui y sont enfermées et l'inutilité du système.

L'enfermement des personnes sans séjour légal est actuellement au cœur du débat politique. Le Parlement a adopté la loi sur une politique de retour proactive, une loi qui ouvre la porte à davantage de détentions¹. Dans le même temps, le gouvernement belge souhaite poursuivre la construction de quatre centres de détention supplémentaires, pour un coût de 100 millions d'euros.

Dans son Code de la Migration, la secrétaire d'État de Moor préconise d'allonger la période de détention dans les centres de détention jusqu'à 18 mois. La Belgique présidant le Conseil européen, la secrétaire d'État souhaite également accélérer l'adoption du pacte européen migratoire, dont les centres de détention aux frontières extérieures de l'Europe constituent la pierre angulaire.

Suicide et grève

Alors que toutes sortes de propositions politiques sont faites, la réalité dans les centres est passée sous silence. À la fin de l'année passée, le personnel de sécurité du centre de détention administrative de Vottem s'était mis en grève. [À l'antenne de la RTBF](#), un employé et ancien détenu migrant ont témoigné du manque de personnel, de la surpopulation et des installations "honteuses". "Nous ne pouvons même pas donner aux gens une brosse à dents ou une couverture", a déclaré un membre du

¹ <https://movecoalition.be/wp-content/uploads/2023/11/Projet-de-loi-politique-de-retour-proactive-nos-observations-nov-23-4.pdf>

personnel. "Je devais parfois faire mes besoins dans un sac en plastique", a dit un homme qui a été détenu dans le centre.

Quelques jours plus tard, le jour de Noël, un homme s'est suicidé au centre fermé de Merksplas. Il était en cellule d'isolement. Chaque semaine, nos visiteurs s'entretiennent avec des détenus qui expriment leurs craintes et leur dépression. Des personnes qui s'auto-mutilent, présentent de graves problèmes psychiatriques, etc. Et, dans le pire des cas, en viennent à faire des tentatives de suicide.

L'année passée Le Comité pour la prévention de la torture et des peines ou traitements inhumains ou dégradants (CPT) du Conseil de l'Europe a publié [un rapport](#) sur sa visite *ad hoc* effectuée au 127bis. Le Comité a exprimé ses préoccupations concernant : la dispense d'informations à l'Intake, l'accès limité aux avocats, la vétusté des cellules d'isolement, les difficultés de contact des détenus avec le monde extérieur par téléphone et internet, et le manque de personnel, en particulier au sein du service médical. Pour ne citer qu'un exemple :

Le fonctionnement du Centre 127bis, dont la structure est modulaire et l'aspect plutôt carcéral, est resté largement inchangé depuis la précédente visite du CPT en 1997. (...) De plus, d'après les constatations du médecin de la délégation, l'offre de soins semblaient problématiques au Centre 127bis.

Coûteux, pas efficace

Il est incroyablement cynique que, malgré cette triste réalité, l'on parle de construire davantage de centres de détention. Ces centres de détention sont présentés comme le moyen de "maîtriser" l'immigration, mais ce n'est tout simplement pas le cas.

Une personne migrante détenue coûte environ 237 euros par jour. Entre 2018 et 2022, la Belgique a dépensé en moyenne 13 millions d'euros par an pour les retours forcés. Les frais de personnel ne sont pas inclus. L'investissement dans les retours forcés a augmenté de manière spectaculaire (environ 40% entre 2014 et 2018). Mais rien de tout cela ne conduit à ... une augmentation significative des taux de retour. De plus, parmi les renvois forcés effectués, une très grande partie va vers d'autres États membres de l'UE, ou des pays à partir desquels il est possible de voyager sans visa vers l'Europe².

Cela prouve que la politique de retour de la Belgique, qui, ces dernières années, s'est de plus en plus concentrée sur la détention, l'expulsion et la coercition, ne fonctionne pas. Il est donc pénible de voir les politiciens persister. La détention de personnes innocentes n'est pas une solution miracle. Au lieu d'annoncer des mesures encore plus strictes, il serait préférable de remettre fondamentalement en question la pratique de la détention administrative. Compte tenu de l'énorme coût humain et financier, cela devient urgent.

² Sources: <https://movecoalition.be/wp-content/uploads/2023/11/Elections-2024-Nos-recommandations-note-nov-23-4.pdf>